

## **Economie Sociale et Solidaire (ESS) et Capitalisme : Naviguer vers Durabilité et Résilience**

**Social and Solidarity Economy (SSE) and Capitalism: Navigating towards Sustainability and Resilience.**

**Auteur 1:** TCHEHI Joël

**Auteur 2:** KOFFI Kra Valérie

**Auteur 3:** KRA Kouamé Chérubin

---

### **TCHEHI Joël**

Enseignant-Chercheur

Maître de Conférences en Sociologie économique

Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa (Côte d'Ivoire) (UJLoG)

### **KOFFI Kra Valérie**

Enseignant-Chercheur

Maître -Assistant en Sociologie économique

Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa (Côte d'Ivoire) (UJLoG)

### **KRA Kouamé Chérubin**

Enseignant-Chercheur

Maître -Assistant en Sociologie économique

Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa (Côte d'Ivoire) (UJLoG)

**Déclaration de divulgation :** L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

**Conflit d'intérêts :** L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

**Pour citer cet article :** TCHEHI .J, KOFFI .K V & KRA K Ch (2025). « Economie Sociale et Solidaire (ESS) et Capitalisme : Naviguer vers Durabilité et Résilience », African Scientific Journal « Volume 03, Num 32 » pp: 1512 – 1538.



DOI : 10.5281/zenodo.17611320  
Copyright © 2025 – ASJ



**RESUME**

Les défis environnementaux et sociaux imposent aujourd'hui d'explorer le lien entre l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et le système capitaliste, en analysant leur potentialité à promouvoir la durabilité et à renforcer la résilience des sociétés. L'examen de l'économie sociale et solidaire, qui privilégie les principes de solidarité, de responsabilité sociale et d'équité, peut constituer une alternative ou un ajout au modèle capitaliste traditionnel, souvent décrié pour sa recherche insatiable de profit à court terme au détriment de la durabilité. Dans cette dynamique, cette étude se propose d'explorer les synergies possibles entre l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et le capitalisme. Cela implique d'identifier les mécanismes par lesquels l'ESS peut influencer positivement le système économique actuel, tout en proposant des approches pour une intégration durable et robuste. Pour ce faire, l'approche qualitative et l'analyse documentaire ont été convoquées pour d'identifier les mécanismes par lesquels l'ESS peut influencer positivement le système économique actuel.

Au terme de cette étude, il ressort que l'Économie Sociale et Solidaire, qui incorpore des valeurs de solidarité, de responsabilité et d'innovation sociale, pourrait jouer un rôle clé dans la transition vers une forme de capitalisme plus durable. Elle illustre également que la coopération entre intervenants de l'ESS et sociétés capitalistes favorise l'émergence de modèles économiques hybrides, capables d'associer rentabilité et impact positif sur le plan social/environnemental, contribuant par conséquent à une économie plus résistante lors de crises systémiques.

**Mots-clés** : Capitaliste, ESS, Solidarité, Hybridation, Profit

---

## **SUMMARY**

This study explores the link between the Social and Solidarity Economy (SSE) and the capitalist system, analyzing their combined potential to promote sustainability and strengthen the resilience of societies in the face of environmental and social challenges. It examines how the social and solidarity economy, which prioritizes the principles of solidarity, social responsibility, and equity, can be an alternative or an addition to the traditional capitalist model, often criticized for its insatiable pursuit of short-term profit at the expense of sustainability. The study highlights innovative approaches where the social and solidarity economy (SSE) intersects with capitalism, focusing on the challenges and drivers of a transition to a more sustainable and resilient economic model. Finally, it offers recommendations for integrating the social and solidarity economy (SSE) into the capitalist system, with the aim of ensuring fair and responsible economic growth that respects planetary boundaries.

The objective of this study is to explore possible synergies between the Social and Solidarity Economy (SSE) and capitalism. This involves identifying the mechanisms through which the SSE can positively influence the current economic system, while proposing approaches for sustainable and robust integration.

Studies indicate that the social and solidarity economy, which incorporates values of solidarity, responsibility, and social innovation, could play a key role in the transition to a more sustainable form of capitalism. It also illustrates that cooperation between SSE stakeholders and capitalist companies promotes the emergence of hybrid economic models capable of combining profitability with a positive social/environmental impact, thereby contributing to a more resilient economy in times of systemic crisis.

**Keywords:** Capitalist, Social and Solidarity Economy, Solidarity, Hybridization, Profit

## **I. INTRODUCTION**

Face à l'augmentation sans précédent de crises écologiques, sociales et économiques à l'échelle mondiale, il est devenu indispensable de réévaluer nos modèles de développement. Au cours de plusieurs siècles, le capitalisme, en tant que système économique prédominant, a favorisé une constante expansion économique et une élévation du niveau de vie pour une portion de la population mondiale. Toutefois, il est aussi fortement contesté pour ses conséquences néfastes sur l'environnement, l'accroissement des inégalités sociales et sa propension à favoriser la quête du bénéfice immédiat au détriment de l'intérêt commun et de la pérennité à long terme. Des études récentes mettent en avant le rôle crucial de l'ESS dans la promotion d'une évolution vers des pratiques économiques plus durables, responsables et inclusives. Face à ces enjeux, un nombre croissant d'acteurs, d'institutions et de chercheurs questionnent l'intégration d'alternatives ou de solutions additionnelles dans le cadre du système capitaliste. L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est au centre de ces alternatives. Elle se caractérise par ses principes de solidarité, de responsabilité sociale, d'engagement démocratique et d'attention au bien-être collectif. Cette économie privilégie un modèle de développement durable, cherchant à équilibrer efficacité économique, justice sociale et sauvegarde de l'environnement.

Cependant, le lien entre elle et le système capitaliste demeure complexe. Des projets au sein de l'ESS visent à modifier ou à influencer sur le système capitaliste en suggérant des modèles économiques plus durables, solides et responsables. Certaines personnes appellent à un rapprochement plus étroit entre ces deux approches pour traiter efficacement les défis mondiaux. C'est dans cette optique que naît cette réflexion sur « Economie Sociale et Solidaire (ESS) et Capitalisme : Naviguer vers Durabilité et Résilience »

Ainsi, la question principale que pose cette étude est : comment l'économie sociale et solidaire peut-elle contribuer à construire un capitalisme plus résilient et durable ?

Ainsi, cette recherche explore comment l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) peut aider à « naviguer » sur le système capitaliste, dans le but de le modifier en un outil favorable à une transition vers une plus grande durabilité et résilience. L'objectif est d'examiner les interactions, les synergies potentielles, tout en identifiant également les contraintes de cette relation, via une approche qui soit à la fois critique et constructive.

De plus, cette étude vise à examiner les liens entre l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et le capitalisme, afin de repérer les mécanismes susceptibles de favoriser une transition vers une économie plus équitable et pérenne.

Après la construction des fondements théoriques de cette réflexion, les résultats obtenus seront par la suite discutés.

### **1.1. Références conceptuelles, sociologiques et ancrage théorique**

Pour comprendre ce sujet l'« *Economie Sociale et Solidaire (ESS) et Capitalisme : Naviguer vers Durabilité et Résilience* », il est indispensable de maîtriser un ensemble de concepts fondamentaux, d'adopter des perspectives sociologiques adéquates et de s'appuyer sur une structure théorique bien définie. L'objectif de cette section est d'éclaircir ces trois niveaux essentiels afin d'offrir une fondation scientifique solide à notre étude.

#### **1.1. 1. Concepts fondamentaux**

Nos principes fondamentaux de réflexion sont basés sur la navigation, la durabilité et la résilience. En premier lieu, l'évaluation de la résilience est un élément essentiel. Initialement conçu dans le contexte écologique (Holling, 1973), ce principe a progressivement trouvé sa place dans le domaine des sciences sociales pour décrire la capacité d'individus ou de groupes à faire face à l'adversité et à se réorganiser sans céder (Adger, 2000).

La « résilience » peut se définir comme l'aptitude d'un système économique, social ou institutionnel à faire face aux chocs, crises ou perturbations tout en préservant ses fonctions vitales et ayant la capacité de se remettre rapidement. Sous cet angle de réflexion, on peut donner à la résilience diverses interprétations qui se complètent les unes les autres. En effet, cela fait référence à la capacité des acteurs de l'économie sociale et solidaire ou du capitalisme à adapter leurs méthodes, leurs perspectives ou leurs modèles en réponse aux enjeux économiques, sociaux ou environnementaux. C'est la capacité d'un système à demeurer stable face aux perturbations (comme les crises financières, les modifications climatiques ou les troubles sociaux), sans pour autant s'effondrer totalement. Cette approche ne se focalise pas seulement sur la pérennité, mais aussi sur l'aptitude à se redresser et à évoluer après une crise, en adoptant des méthodes plus durables ou équitables. De plus, elle ne se limite pas à l'aspect statique d'un système, mais comprend aussi sa faculté à progresser de manière constructive dans un contexte en mutation, tout en prenant en compte la durabilité environnementale, sociale et économique.

Dans le cadre de notre étude, le concept de « résilience » pourrait être perçu comme une visée stratégique afin d'établir un équilibre entre l'économie sociale et solidaire (ESS) et le capitalisme. Le concept serait de mettre en place des schémas économiques capables de résister aux crises tout en garantissant une durabilité à long terme, c'est-à-dire une solidité accrue face aux imprévus futurs.

On peut définir la « durabilité » comme une visée collective qui aspire à établir un modèle de développement qui sauvegarde et valorise les ressources sociales, culturelles, économiques et environnementales afin de garantir la cohésion, l'équité sociale et la pérennité des sociétés.

L'idée de « durabilité » va au-delà des aspects techniques et environnementaux, elle est également le fruit d'échanges sociaux, de valeurs communes et de conceptions partagées concernant la vision d'un futur désirable et viable pour notre communauté.

Il est nécessaire de faire évoluer les méthodes de production, de consommation et de gouvernance afin de minimiser les disparités, d'encourager l'inclusion sociale et d'honorer la diversité culturelle, tout en garantissant la durabilité des ressources. Cette recherche met l'accent sur la nécessité d'une perspective à long terme pour la durabilité, soulignant l'importance de dépasser les inquiétudes immédiates ou temporaires et de promouvoir une responsabilité partagée pour les générations actuelles et futures. L'engagement de divers acteurs (citoyens, organisations, États) en faveur d'une gouvernance collective orientée vers le développement durable, qui encourage la participation citoyenne et l'équité sociale, est ce que l'on appelle la durabilité.

Pour résumer, dans ce cadre, la « durabilité » fait référence à une perspective sociologique en tant que processus construit socialement qui exige des modifications au niveau des valeurs, des comportements et des relations sociales afin de garantir un avenir juste, inclusif et respectueux des ressources environnementales et sociales.

Dans le contexte de cette recherche, l'idée de « navigation » peut être considérée du point de vue sociologique comme une métaphore des processus sociaux, des dynamiques collectives et des tactiques mises en œuvre par les acteurs pour se mouvoir dans un milieu complexe, instable et constamment évolutif. Sous un angle sociologique, pour les besoins de cette recherche, on peut comprendre « naviguer » comme un symbole de l'action collective et de la gestion du changement social.

Cela renvoie à l'aptitude des entités sociales (comme les organisations, les citoyens, les institutions) à se mouvoir, à se diriger et à modifier leur parcours en réaction aux bouleversements économiques, sociaux ou écologiques.

Cela met en évidence leur aptitude à s'adapter, à prendre des décisions et à collaborer afin d'atteindre des objectifs partagés. C'est aussi une illustration de la navigation face à une situation incertaine. Dans ce contexte, l'entreprise est envisagée comme un environnement où les intervenants doivent « se forger un chemin » à travers des enjeux complexes tels que la crise climatique, les disparités ou la crise économique, en se basant sur leur connaissance, leur expérience personnelle et leur solidarité mutuelle.

« Naviguer » signifie également faire des choix soigneusement considérés, viser des objectifs précis (comme la durabilité et la résilience), tout en modifiant son parcours en fonction des courants (les effets sur le plan économique, politique et culturel). C'est aussi une démarche

dynamique d'évolution et d'apprentissage. En effet, la navigation est un processus constamment en évolution où les acteurs acquièrent des compétences pour faire face aux risques, innover et collaborer, afin d'éviter les obstacles et de parvenir vers des zones plus durables et résistantes. Selon la perspective sociologique, « naviguer » dans ce contexte signifie traverser un processus collectif d'évolution, d'ajustement et de compromis face à un environnement socio-économique en constante mutation. Cela met en évidence le rôle crucial des approches sociales, de la gouvernance participative et de la faculté à gérer l'incertitude pour parvenir à la durabilité et à la résilience.

### **1.1.2. Références sociologiques**

Notre étude se fonde sur six travaux importants en sociologie, dont : « *La Distinction* » (1979) de Pierre Bourdieu. Dans cet ouvrage, Bourdieu étudie comment les diverses classes sociales se différencient par le biais de pratiques, d'options et de différentes sortes de capitaux (économiques, sociaux, culturels). Cette méthode aide à saisir comment les intervenants de l'ESS cherchent à se distinguer du modèle capitaliste prévalent en promouvant des valeurs d'implication, de solidarité et d'indépendance, tout en agissant dans un contexte fortement marqué par les dynamiques du marché.

Dans son livre de 1963, qui porte le nom de « *Le Succès et l'Échec des grandes entreprises* », Albert O. Hirschman étudie la capacité des acteurs à « sortir » dans des situations de transformation. Le contexte peut offrir une perspective sur la façon dont les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) et du capitalisme interagissent, négocient leurs positions et s'efforcent d'atteindre la résilience face aux défis sociaux et environnementaux.

Dans leur ouvrage « *Le Nouvel Esprit du Capitalisme* » (1999), Luc Boltanski et Ève Chiapello analysent comment le capitalisme se transforme en intégrant des enjeux de responsabilité sociale et environnementale. Leurs études ont permis de saisir le rôle potentiel de l'Économie Sociale et Solidaire en tant que réponse critique ou alternative, tout en s'inscrivant dans ces démarches d'adaptation et de « navigation » au cœur du système économique.

Agnès Saez est également mise en valeur grâce à son ouvrage intitulé « *L'économie sociale et solidaire : une alternative à l'économie de marché* » (2012), où elle présente une étude sociologique de l'ESS comme organisation structurale visant à allier utilité sociale, gouvernance démocratique et durabilité. Elle offre une perspective sur la façon dont ces acteurs évoluent entre indépendance et intégration au sein du cadre capitaliste. Dans son ouvrage de 2018, *Les coopératives face au capitalisme*, Antoine Vion examine la manière dont les coopératives, en tant qu'éléments de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), tentent de résister ou de s'adapter à un système capitaliste en perpétuelle mutation.



Il met en évidence leur désir de concilier indépendance et dépendance économique, tout en maintenant leur objectif de durabilité. En conclusion, citons Ulrich Beck qui, dans son ouvrage « *La Société du Risque* » (1986), étudie la société contemporaine à travers le prisme de la gestion des risques (écologiques, économiques). Son contexte donne une idée de comment la résilience et la durabilité se transforment en enjeux essentiels pour chacun. Ces sources offrent une perspective sociologique sur le processus d'interaction entre différentes entités.

## **1.2. Cadre théorique**

Notre recherche, dépassant les simples idées et perspectives sociologiques, repose sur un fondement théorique diversifié qui intègre différentes approches complémentaires provenant de disciplines liées. Nous traitons de la théorie de la régulation formulée par Michel Aglietta et Robert Boyer, en relation avec la gouvernance et l'économie sociale. Cette théorie explore l'influence des différentes modalités de régulation économique (financières, sociales, institutionnelles) sur la stabilité ou l'instabilité du système capitaliste. Elle offre la possibilité d'examiner comment l'économie sociale et solidaire (ESS) peut agir en tant que système de régulation alternatif ou complémentaire, promouvant la durabilité par l'intégration de modèles de gouvernance plus participatifs et résilients.

On peut également noter la présence de la théorie de l'acteur-réseau, élaborée par Bruno Latour et Michel Callon. Cette théorie suggère une perspective où les acteurs (humains et non-humains) constituent des réseaux constamment évolutifs. Elle offre une perspective sur la façon dont les acteurs de l'ESS et du capitalisme communiquent, s'ajustent et collaborent pour tracer des voies vers la durabilité et la résilience, tout en mettant l'accent sur le rôle essentiel des collaborations et du partage d'informations. On trouve aussi la théorie de la gouvernance multi-acteurs / participative suggérée par Jean-Michel Saussois et Elinor Ostrom.

Elle souligne l'importance capitale d'une gestion collaborative des ressources et de la participation locale pour réaliser une gestion durable. Elle fournit un contexte pour saisir comment les acteurs de l'ESS, en collaboration avec d'autres, peuvent participer à la résilience face aux crises environnementales et sociales.

La théorie de la transformation sociale élaborée par Anthony Giddens et Pierre Bourdieu. Cette approche examine comment les agents sociaux sont capables d'engendrer des changements structurels dans le secteur économique, en harmonisant tradition et innovation, afin de favoriser la durabilité et la résilience. Karl Marx et Jürgen Habermas sont les auteurs du développement de la critique sociale (Marxisme, Théorie critique). Elle propose une analyse critique du capitalisme en tant que système fondé sur l'exploitation et la logique commerciale. Elle est utilisée pour démontrer comment l'ESS peut constituer une alternative libératrice, en



mesure de contrer les tendances de concentration et d'expansion infinie, tout en promouvant une durabilité à la fois sociale et écologique.

La théorie de la durabilité et de la résilience, également connue sous le nom d'écologie sociale, est principalement l'œuvre de Fritjof Capra et de C. S. Holling. Cette théorie insiste sur le potentiel des systèmes écologiques et sociaux à endurer les chocs et à se rétablir. Ces données aident à saisir comment l'Économie Sociale et Solidaire peut favoriser une gestion plus durable et résiliente des ressources face aux défis globaux. Ces diverses théories fournissent des structures d'analyse supplémentaires pour saisir comment l'ESS peut évoluer au sein d'un système capitaliste en transformation.

Elles exposent des perspectives sur la gouvernance, l'engagement, la régulation, le changement d'acteurs, sans pour autant sous-estimer la durabilité écologique et sociale. Le recours à ces outils contribue à rendre plus claires la complexité des processus de transformation, de dialogue et d'innovation sociale pour une économie renforcée.

## **II. METHODOLOGIE**

Cette recherche se fonde sur un examen méthodique des travaux universitaires, des rapports d'organisations mondiales et des études de cas concrètes. Dans le but de saisir les tendances contemporaines, la recherche a opté pour une référence basée sur des publications de 2001 à 2023. Une recherche qualitative a été menée pour analyser les approches hybrides, les tactiques d'intégration et les feedbacks. En outre, une série d'environ dix entretiens semi-structurés ont été menés avec des acteurs issus d'organisations de l'économie sociale et solidaire (ESS)<sup>1</sup>, d'institutions gouvernementales et de centres de réflexion spécialisés dans l'économie durable. L'objectif est de recueillir leur perspective sur les défis et les opportunités liés à cette synergie. De façon concrète, nous avons nous avons examiné de façon objective et méthodique les liens, les échanges et les dynamiques entre ces deux systèmes économiques, en nous basant sur des données empiriques et des modèles théoriques appropriés. Pour être plus précis, cela comprend :

- Observation Factuelle : Collecter des informations concernant les activités auprès des coopératives, les structures étatiques, les intervenants et l'impact de l'économie sociale et solidaire (ESS) ainsi que du capitalisme dans divers contextes, pour en dépendre de manière objective leur fonctionnement et leur impact.

---

<sup>1</sup> En majorité des coopératives de produits vivriers

- Analyse Comparative : Établir une correspondance entre les caractéristiques, bénéfices, contraintes et mécanismes de fonctionnement de l'ESS et du capitalisme, sans porter de jugement, afin d'appréhender leurs relations, similitudes ou différences.
- Étude des Dynamiques Sociales : Étudier la manière dont ces dispositifs progressent, se modifient ou sont en désaccord face à l'enjeu de la durabilité et de la résilience, basé sur des exemples tangibles et des données chiffrées.
- Neutralité et Rigueur Méthodologique : L'emploi de techniques empiriques (interviews, évaluations de politiques, études de cas) est nécessaire pour assurer que les conclusions reposent sur des éléments vérifiables et non sur des points de vue subjectifs.

L'objectif de cette approche est de parvenir à une compréhension neutre, basée sur l'observation minutieuse et l'étude approfondie des réalités sociales liées à l'ESS et au capitalisme, dans le but d'expliquer comment ces systèmes peuvent favoriser, ou pas, l'obtention de la durabilité et de la résilience au sein d'une société spécifique.

### **III. RESULTATS**

#### **3.1. Principes et valeurs de l'ESS comme levier de transformation**

L'ESS se fonde sur des valeurs fondamentales telles que la gouvernance démocratique, la solidarité, l'ambition sociale et la durabilité écologique. Ces principes engendrent des actions comme la gouvernance participative, l'économie circulaire, l'accent sur l'utilité sociale et une préférence pour l'impact plutôt que la simple rentabilité. Cette économie s'établit sur un ensemble de principes et de valeurs essentielles qui la distinguent du modèle capitaliste classique, tout en jouant le rôle d'instruments efficaces pour faciliter une transition vers un système économique plus durable et résilient.

##### **3.1.1. La primauté de la finalité sociale et environnementale**

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) se caractérise par sa focalisation sur les buts sociaux et environnementaux, contrairement aux modèles strictement commerciaux ou capitalistes. Ce concept souligne que l'ambition première des structures de l'ESS n'est pas de viser des bénéfices maximaux, mais d'engendrer un effet positif sur les plans social et écologique. Elle se distingue par son accent majeur sur la satisfaction des besoins sociaux, la solidarité, l'équité sociale et la protection de l'environnement. À l'opposé de l'économie de marché traditionnelle où la quête du bénéfice peut parfois prévaloir sur les problématiques sociales ou environnementales, l'ESS met en avant que son objectif principal est de répondre aux nécessités collectives et de favoriser un développement durable. L'ESS se concentre avant tout sur la réponse aux besoins sociaux, environnementaux ou territoriaux, plutôt que sur la quête d'un profit pur. Les intervenants dans

le domaine de l'économie sociale et solidaire cherchent à instaurer une solidarité communautaire, à rehausser le niveau de vie ou encore à sauvegarder la planète.

*« Qui dit Association ou coopérative, doit avoir en tête que c'est pour s'entraider. Donc dans notre association la première des choses c'est pour se soutenir, par exemple s'il y a une naissance on fait des dons de savons si c'est un décès cotise de l'argent pour donner à la sœur, donc tu vois c'est pour se soutenir même si l'argent n'est pas beaucoup, c'est le geste qui compte »* Responsable d'une coopérative de vivriers.

L'importance accordée à la finalité sociale et écologique dans l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est significative, tant d'un point de vue culturel que des perceptions sociales. L'accent mis sur des objectifs sociaux et environnementaux traduit une aspiration vers un modèle économique différent, plus éthique, solidaire et sensible à notre planète. Elle représente un refus tacite ou manifeste du profit à tout prix et d'un capitalisme déchaîné. Ces acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire se distinguent par leur accent mis sur des valeurs comme la solidarité, l'équité sociale, la durabilité et la responsabilité collective. L'ESS, en mettant l'accent sur ces objectifs, revendique une légitimité à la fois symbolique et éthique, contrairement à une perspective exclusivement mercantile. Ceci participe à la mutation de l'appréhension sociale de l'économie, en lui attribuant un aspect éthique et civique. Cet objectif, couplé à une gouvernance démocratique et participative, accentue l'idée d'une économie qui sert les intérêts de la communauté, en opposition à la prépondérance des intérêts financiers. L'accent mis sur les objectifs sociaux et environnementaux transmet un message d'espoir pour un avenir plus juste et durable. Elle se présente comme un emblème de combat contre les disparités, la détérioration écologique et l'ostracisme social. En encourageant l'engagement civique, tout en représentant une perspective d'un monde où l'économie satisfait les nécessités de base de l'homme et protège la planète. Les intervenants dans le domaine de l'économie sociale et solidaire (ESS) se démarquent clairement du modèle capitaliste prédominant, mettant en avant la solidarité, la coopération et la responsabilité collective. Ainsi, l'accent mis sur l'objectif social et environnemental de l'ESS a une portée symbolique en tant que symbole d'engagement éthique, d'espoir collectif et de solution viable à l'économie prédominante. Elle présente l'économie comme un outil de transformation sociale et écologique, et aide à rassembler et légitimer ces acteurs dans leur recherche de changement.

*« Nous tous nous le savons, que d'une part le capitalisme a échoué, cependant qu'est ce qui nous garantit qu'en associant cette économie et le capitalisme ça ne va pas entraîner autre chose ? La première est ce qu'elle pourra toujours rester dans sa logique sociale c'est-à-dire faire de la solidarité leur norme première et la deuxième pourra-t-elle faire fi de son objectif*

*premier qui est de faire le profit ? voici les questions qu'on se pose, sinon avec le capitalisme il y a danger à l'horizon » Responsable d'une ONG internationale*

### **3.1.2. La gouvernance démocratique et participative**

Un des piliers majeurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est une gouvernance qui soit à la fois démocratique et participative. Ce modèle se démarque des approches de gestion conventionnelles qui privilégient essentiellement la hiérarchie et la centralisation autoritaire. Cette gouvernance vise à garantir l'engagement proactif de tous les intervenants touchés (membres, employés, bénéficiaires, partenaires) dans le processus décisionnel, ce qui renforce la légitimité, la transparence et l'alignement avec les valeurs de l'ESS. Cette économie, à l'opposé de la gouvernance autoritaire du capitalisme traditionnel, favorise la participation active des membres ou des intervenants impliqués dans le processus décisionnel.

*« La recherche du profit à gâté nos sociétés, si tu n'as pas d'argent ne faut pas tu vas penser t'en sortir. Cette manière de faire c'est-à-dire donne carrément le pouvoir à une seule personne : celui qui à l'argent, c'est lui seul qui prend les décisions, c'est bon ooh, ce n'est pas bon ooh, on le suit. [...] En tout cas avec les associations, chacun à son mot à dire, même si on sait qu'ils ne vont pas prendre en compte mais au moins ils nous donnent la parole. »* responsable d'une ONG

Il est fréquent d'appliquer des critères démocratiques dans la gestion de différentes organisations telles que les coopératives, les associations ou les mutuelles d'où l'adage « *une personne, une voix* », promouvant la transparence, l'intégrité et la responsabilité. Cette gouvernance promeut une administration plus éthique, inclusive et axée sur l'intérêt public.

La gouvernance démocratique et participative revêt une importance symbolique notable au sein des différentes structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), car elle représente les principes fondamentaux sur lesquels reposent ces organisations. Effectivement, les acteurs de l'économie sociale et solidaire incarnent des principes tels que l'équité, la solidarité et la gouvernance participative. Leur démarche démocratique incarne l'engagement collectif et la volonté de privilégier l'individu dans le processus décisionnel. Elle favorise une alternative qui n'est pas strictement commerciale ou hiérarchique. Elle incarne une vision d'un univers où la gouvernance est transparente, où chaque personne ou bénéficiaire a son mot à dire, favorisant ainsi le concept d'une économie axée sur les individus plutôt que sur le profit. Ces types de gouvernance illustrent fortement l'émancipation et la participation des acteurs. Ils illustrent l'idée que chaque individu ou groupe peut participer directement au processus de prise de décisions, renforçant ainsi le sentiment de communauté, la responsabilité collective et l'autorité distribuée. Dans l'économie sociale et solidaire, la gouvernance participative représente aussi

l'essence d'un mouvement qui aspire à construire une société plus équitable, inclusive et responsable. Elle se transforme de cette manière en un emblème de la détermination à apporter un changement socio-économique fondé sur des principes éthiques. La gouvernance démocratique et participative au sein de l'ESS, d'une grande valeur symbolique, illustre ses principes essentiels : l'équité, la solidarité, l'exercice concret de la démocratie et l'implication collective. Elle représente une vision d'une économie au service de l'individu, contrée aux modèles hiérarchiques et individualistes, et constitue un exemple inspirant pour une société plus équitable et responsable.

### **3.1.3. La solidarité et la coopération**

La quête de solidarité entre ses adhérents et avec la société globale est l'un des fondements de l'ESS. La collaboration prend le pas sur la concurrence, facilitant ainsi la mise en commun des ressources, le partage des risques et une distribution juste des profits. Dans l'ESS, la solidarité ne se limite pas à l'entraide ou à la bienveillance, elle constitue un mécanisme social crucial qui assure le bon fonctionnement de la société ou du groupe. Elle façonne des relations durables, régule les comportements et favorise la cohésion face aux défis liés à la pauvreté. Dans l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), la solidarité a une place prépondérante, car elle dépasse l'action concrète pour représenter des valeurs, des idéaux et une aspiration à un monde plus équitable et humain. Dans le secteur de l'économie sociale et solidaire, cela représente un engagement envers des valeurs d'entraide, de responsabilité réciproque et de justice sociale. Elle illustre les principes éthiques qui orientent ces entités, comme la collaboration, l'entraide, la démocratie et l'engagement. Elle représente une perspective différente de l'individualisme et de la logique exclusivement commerciale. Dans l'ESS, la solidarité représente une économie tournée vers les individus, où la collaboration et le soutien mutuel sont privilégiés plutôt que la concurrence et le gain financier. L'aspect symbolique de la solidarité met en lumière le concept selon lequel chacun a un devoir envers autrui, en particulier envers les personnes les plus fragiles. Elle se transforme en emblème de la participation citoyenne et collective, témoignant de la capacité des intervenants à unir leurs efforts pour le bien-être collectif.

C'est également l'identité collective des acteurs de l'ESS qui renforce le sentiment d'appartenance à un mouvement porteur de valeurs sociales et éthiques. Elle a pour but d'unir les membres autour d'une cause partagée. L'ESS, en inspirant et encourageant d'autres initiatives, se transforme en une valeur porteuse de changement social, promouvant la justice, la cohésion sociale et l'inclusion. Cette solidarité dépasse l'action tangible pour incarner des principes, des valeurs et une aspiration à un monde plus juste. Elle représente un fondement

identitaire et un moteur de transformation, symbolisant l'engagement partagé en faveur d'une société plus fraternelle et humaine.

### **3.2. Intégration dans le système capitaliste**

Il se crée des modèles hybrides dans lesquels des entreprises de mission, des coopératives et des fondations travaillent en collaboration avec des acteurs économiques pour financer des projets ayant un impact social et environnemental. L'incorporation de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans le cadre capitaliste classique constitue un processus complexe, naviguant entre complémentarité, hybridation et évolution graduelle des modèles économiques. Cette confrontation ou intégration pourrait être déterminante dans l'élaboration d'un système plus durable et juste.

#### **3.2.1. La naissance de modèles hybrides**

L'interaction entre l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et le système capitaliste présente un aspect symbolique complexe et riche, qui illustre à la fois des tensions et des possibilités de transformation. Effectivement, l'ESS, qui met l'accent sur la solidarité, la gouvernance démocratique et l'objectif social, engage une conversation avec le capitalisme, qui se concentre sur la quête de profit et la propriété personnelle. Selon Josette C (2022), leur hybridation représente l'opportunité de marier l'intérêt général et la rentabilité économique, mettant ainsi en cause la perspective purement lucrative. Elle représente une tentative de transcender le dualisme classique entre économie de marché et économie sociale, en suggérant un modèle qui conjugue performance économique et respect de principes éthiques. Cela représente un désir de transformation et d'innovation sociale. L'augmentation de la reconnaissance de l'ESS dans une économie capitaliste reflète un changement symbolique, où des valeurs écologiques et sociales s'intègrent à l'économie formelle, illustrant ainsi une transformation des normes politiques et sociales. L'hybridation représente également le conflit entre l'indépendance des acteurs de l'ESS et leur insertion dans un système économique mondial dominé par les principes du capitalisme. Elle représente une recherche d'autonomie tout en essayant d'influencer ou de s'intégrer dans le système dominant. Elle contribue à la transformation des perceptions sociales du travail, de la prospérité et du succès économique, en mettant en avant des formes d'entrepreneuriat social et solidaire comme des options ou des compléments au capitalisme conventionnel. La fusion de l'ESS et du système capitaliste représente un signe d'espoir pour une transition vers une économie plus juste, responsable et durable, tout en reflétant les tensions et les enjeux inhérents à ce changement. Ces modèles hybrides favorisent une collaboration et une coexistence entre les acteurs de l'ESS et les entreprises capitalistes, permettant à ces dernières d'intégrer des considérations sociales et environnementales dans leur gestion.

### 3.2.2. La communication et la reconnaissance juridique

L'ESS bénéficie d'une reconnaissance juridique de plus en plus importante grâce à l'établissement de statuts dédiés (comme les mutuelles, les coopératives et les associations), ce qui facilite son incorporation dans l'économie de marché. L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) en Côte d'Ivoire est actuellement en train d'être reconnue juridiquement, illustrant ainsi l'engagement du pays à inclure ces acteurs dans le cadre légal et institutionnel national pour stimuler leur progression et leur reconnaissance officielle. Actuellement, la Côte d'Ivoire n'a pas de législation spécifique entièrement consacrée à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS)<sup>2</sup>. Toutefois, divers textes de loi et régulations en vigueur régissent certains éléments des opérations liées à l'économie sociale, comme les associations, les coopératives et les mutuelles. Ces cadres législatifs prévoient une reconnaissance fondamentale pour ces entités, leur permettant ainsi de fonctionner sous un régime juridique particulier.

*« Les textes sur l'ESS existe bel et bien, mais c'est son application qui est problématique. Les associations naissent de façon désordonnée, celui-là se lève, il crée son association qui n'a aucune base de développement, si c'est bien précis c'est politique pour avoir de l'argent. »* Un Agent de la préfecture de Y

L'ESS a suscité une attention grandissante de la part du gouvernement de Côte d'Ivoire, notamment par l'établissement ou le renforcement d'organismes de soutien tels que le Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique, qui pourrait contribuer à la promotion de l'ESS. L'instauration d'entités spécifiques, telles que des agences ou des comités spécialisés, révèle une intention de soutenir et de valider formellement ces intervenants. On travaille actuellement à la formulation d'une loi-cadre sur l'ESS, qui

---

<sup>2</sup> En Côte d'Ivoire, le cadre juridique de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) s'appuie principalement sur plusieurs textes législatifs et réglementaires. Voici les principaux textes juridiques qui encadrent l'ESS dans le pays :

1. **Loi n° 2018-840 du 05 décembre 2018 portant organisation de l'économie sociale et solidaire**
  - C'est le texte fondamental qui établit le cadre général de l'ESS en Côte d'Ivoire. Il définit les principes, objectifs, acteurs, et modalités d'organisation de l'ESS dans le pays.
  - Il précise notamment la nature des organisations pouvant relever de l'ESS (associations, coopératives, mutuelles, fondations, etc.), leurs missions, ainsi que les modalités de leur reconnaissance juridique.
2. **Code des associations et fondations**
  - La loi n° 60-315 du 22 juin 1960 régit la création, la gestion, et la reconnaissance des associations et des fondations en Côte d'Ivoire.
  - Elle constitue le fondement juridique pour la plupart des structures de l'ESS à but non lucratif.
3. **Code des coopératives**
  - La loi n° 2012-107 du 20 décembre 2012 relative aux coopératives définit le cadre juridique spécifique pour la création, la gestion, et la gouvernance des coopératives en Côte d'Ivoire.
4. **Le Code du travail et autres réglementations spécifiques**
  - Ces textes complètent le cadre juridique en ce qui concerne les relations de travail, la fiscalité, et d'autres aspects liés à la gestion des organisations relevant de l'ESS.
5. **Décrets et arrêtés d'application**
  - Différents décrets et arrêtés précisent la mise en œuvre de la loi sur l'ESS, notamment en ce qui concerne les modalités d'enregistrement, de reconnaissance, et de financement.

Le texte principal est la Loi n° 2018-840 du 05 décembre 2018, qui pose la base juridique de l'ESS en Côte d'Ivoire, complété par le Code des associations, le Code des coopératives, et d'autres règlements spécifiques. Ces textes confèrent un cadre légal clair pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire dans le pays.



établirait de manière précise ses principes, ses buts, les acteurs impliqués ainsi que les modalités de sa reconnaissance officielle. Ces actions ont pour but de fournir un cadre juridique solide à l'ESS, favorisant ainsi la constitution, l'administration et l'expansion des entités appartenant à cette économie. En accord avec les préconisations de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Côte d'Ivoire travaille en partenariat avec des entités internationales et des partenaires techniques pour mettre en place un environnement propice à l'économie sociale et solidaire (ESS). L'ESS en Côte d'Ivoire voit son statut juridique évoluer, passant d'un cadre non formel basé sur des lois relatives aux associations et coopératives à une intention de développer une loi dédiée qui permettra de structurer plus efficacement le secteur. Cette approche reflète l'engagement du pays à promouvoir et à reconnaître les acteurs de l'économie sociale et solidaire sur le plan national, tout en facilitant leur participation au développement socio-économique du pays.

### **3.2.3. Les enjeux et limites**

L'incorporation de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) au sein du système capitaliste soulève divers enjeux majeurs ainsi que des contraintes éventuelles. Ces dynamiques mettent en évidence à la fois des occasions de mutation et des enjeux associés à la conciliation de ces deux logiques.

En général, l'intégration offre à l'ESS une reconnaissance officielle, l'accès à des financements et un cadre réglementaire qui favorise son expansion. Dans le cadre du système capitaliste, l'ESS a la capacité de favoriser des pratiques plus éthiques, écologiques et socialement responsables, contribuant ainsi à influencer positivement le modèle économique prédominant. L'ESS est en mesure de mettre en place des modèles novateurs tels que l'entrepreneuriat social, alliant rendement économique et objectifs sociaux, ce qui contribue à la diversité des acteurs économiques. Elle peut contribuer à combattre la pauvreté, l'exclusion sociale et les disparités territoriales en offrant des solutions sur mesure et participatives. L'intégration, en particulier, peut encourager une mutation progressive du système capitaliste en y incorporant un plus grand nombre de valeurs éthiques et sociales. Toutefois, cette intégration présente des limites. Effectivement, le mécanisme capitaliste pourrait mener à une exploitation commerciale des projets de l'ESS, en compromis avec ses principes essentiels (solidarité, démocratie, objectif social). La quête de profit peut l'emporter sur la mission sociale.

L'incorporation dans l'univers capitaliste peut diminuer l'indépendance des participants de l'ESS, les rendant alors tributaires des financements privés, des marchés ou des politiques publiques, restreignant ainsi leur marge de manœuvre. Cela génère une tension entre l'objectif social et la nécessité de rentabilité, qui peut entraîner des concessions susceptibles d'atténuer

l'impact social des initiatives. Dans un contexte capitaliste, la compétition peut avantager les participants plus influents, négligeant les acteurs plus faibles ou marginalisés, ce qui restreint l'aspect inclusif de l'ESS. L'insertion dans l'économie capitaliste peut freiner ou restreindre la capacité de l'ESS à défier radicalement les dynamiques économiques et sociales inhérentes au capitalisme. L'adoption de l'ESS au sein du système capitaliste offre la perspective d'encourager une économie plus éthique, novatrice et inclusive. Toutefois, elle présente également des dangers de récupération, d'effritement de ses principes et de restriction de sa possibilité à modifier radicalement le système économique. L'essentiel est de maintenir ses valeurs tout en tirant profit des mécanismes proposés par l'intégration.

### **3.3. Avantages pour la durabilité et la résilience**

L'implication communautaire, la gouvernance participative et l'accent mis sur l'impact contribuent à consolider la résilience face aux crises économiques et écologiques. L'hybridation, qui consiste à fusionner les principes, modèles ou pratiques provenant de l'économie sociale et solidaire (ESS) avec ceux du système capitaliste traditionnel, procure de nombreux avantages cruciaux pour améliorer la durabilité et la robustesse des systèmes économiques et sociaux. L'hybridation de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) avec le système capitaliste, une démarche innovante et potentiellement révolutionnaire, est destinée à aborder les défis contemporains sur les plans environnemental, social et économique. Des problèmes tels que le réchauffement climatique, l'épuisement des ressources naturelles, l'augmentation de l'inégalité sociale et la crise économique exigent une refonte radicale des modèles économiques. On ne peut plus envisager la durabilité comme une suite d'initiatives indépendantes ; elle doit désormais être intégrée dans la totalité du système économique. L'Économie Sociale et Solidaire se focalise sur des valeurs comme la solidarité, l'engagement citoyen, l'économie locale et la prise en compte de l'environnement. Elle cherche à établir un équilibre entre l'économie et un impact social bénéfique, généralement en privilégiant des pratiques plus vertueuses et éthiques. Cependant, malgré ses avantages et son impact, elle demeure contrainte par la puissance du système capitaliste traditionnel. Le capitalisme, moteur de la croissance et de l'innovation, favorise la compétition, la recherche de profit et l'internationalisation. Toutefois, ses mécanismes peuvent encourager la surconsommation, l'appauvrissement de l'environnement et l'amplification des inégalités sociales. Il est donc indispensable de modifier ses paradigmes pour évoluer vers une économie plus durable. Si elle est soigneusement conçue, l'hybridation peut encourager une transition vers une économie plus durable, robuste et inclusive. Elle peut aussi favoriser une sensibilisation collective à l'économie

durable. Cependant, cela exige une forte détermination politique, une innovation au sein des institutions et l'implication des acteurs socio-économiques.

La combinaison des atouts de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) avec le régime capitaliste peut renforcer la résilience face aux crises en amalgamant leurs forces tout en atténuant leurs vulnérabilités. L'hybridation favorise la création de structures hybrides (telles que les entreprises sociales, les coopératives, etc.) qui ne se basent pas exclusivement sur la recherche de rentabilité. Cela encourage la diversification des sources de revenus et garantit une stabilité accrue en période de crise. Les initiatives ESS mettent l'accent sur la solidarité, l'implication et le lien étroit avec les communautés. L'intégration de ces principes dans le modèle capitaliste favorise une plus grande cohésion sociale, essentielle pour affronter les crises, car une communauté soudée est plus résiliente. L'hybridation stimule l'innovation sociale et écologique en produisant des réponses personnalisées aux enjeux à l'échelle locale et internationale. Ces progrès peuvent apporter des alternatives en réponse aux défaillances du système traditionnel en période de crise. Les modèles hybrides favorisent la diversité des intervenants économiques et réduisent la dépendance à un type d'activité ou de ressource unique. Ceci atténue l'impact des fluctuations économiques ou des changements de marché. L'intégration des acteurs de l'ESS dans le contexte du capitalisme permet d'accéder à une gamme plus large de ressources financières, humaines et sociales, renforçant ainsi la capacité d'action collective en temps de crise. La démarche hybride soutient une gestion plus pérenne et responsable des ressources, contribuant de ce fait à minimiser l'impact environnemental et à préserver les bases mêmes de la résilience en réponse aux crises écologiques. Les structures hybrides disposent généralement d'une flexibilité accrue et sont en mesure d'adopter rapidement de nouvelles stratégies ou modèles pour faire face à des changements rapides, un atout crucial en période de crise.

La transition vers un modèle plus durable est encouragée de différentes façons par l'interaction entre l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et le système capitaliste. En effet, elle permet de concilier la recherche de profit propre au capitalisme avec les objectifs sociaux et écologiques de l'ESS. Cela stimule la mise en place d'entreprises et d'initiatives axées non seulement sur la rentabilité, mais aussi sur la durabilité, le soutien mutuel et la responsabilité sociale. Les acteurs hybrides intègrent des notions telles que la sauvegarde de l'environnement, l'équité sociale et la participation civique dans leurs activités quotidiennes, contribuant ainsi à une administration plus responsable des ressources. Elle encourage aussi l'émergence de nouvelles solutions innovantes (technologies écologiques, circuits courts, économie circulaire, etc.) qui aident à réduire l'impact environnemental tout en restant économiquement viables. Elle

promeut la collaboration entre différents acteurs : entreprises traditionnelles, organisations, autorités locales et citoyens. Cette variété encourage la diffusion de pratiques durables et accélère leur déploiement à une grande échelle. Les modèles hybrides ont généralement pour objectif de favoriser l'intégration sociale et l'accès égalitaire aux ressources, des aspects essentiels pour une transition juste vers un modèle plus durable, évitant ainsi que les bénéfices ne soient limités à un petit nombre d'individus. L'intégration des principes de l'ESS dans le capitalisme stimule le développement de méthodes de production et d'usage locales, durables et pérennes, diminuant ainsi les conséquences externes néfastes. Les modèles hybrides permettent le développement de mécanismes financiers et sociaux novateurs, tels que la finance solidaire ou les labels responsables, qui encouragent les investissements durables.

### **3.4. Obstacles et limites**

La plupart des initiatives demeurent à un niveau local ou régional. Les principaux défis incluent le financement à long terme, la reconnaissance juridique, l'aptitude à innover et l'adéquation avec les objectifs du capitalisme conventionnel. L'expansion est entravée par la compétition avec des modèles strictement rentables et les défis liés à la collecte de fonds importants. Bien que l'hybridation de ces deux modèles économiques présente de nombreux bénéfices, elle se heurte à plusieurs obstacles qui peuvent entraver son expansion ou mettre en péril ses objectifs initiaux. La combinaison de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) avec le système capitaliste présente plusieurs avantages, tout en engendrant aussi des défis et des restrictions. Initialement, nous faisons face à des divergences en termes de valeurs et de raisonnements. Effectivement, l'objectif de profit inhérent au capitalisme peut parfois entrer en conflit avec les objectifs sociaux et environnementaux de l'ESS. La quête de la rentabilité peut réduire l'importance donnée à la mission sociale ou écologique.

Souvent, les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) favorisent la solidarité et l'engagement démocratique, tandis que le capitalisme privilégie surtout l'efficacité et la compétitivité. Au deuxième point, nous repérons le risque de dégradation de l'intégrité des valeurs de l'ESS par une exploitation commerciale excessive. L'impératif de la rentabilité peut conduire à une déformation des principes de solidarité et d'intérêt général, transformant par conséquent les entités à vocation sociale en entreprises commerciales conventionnelles. On ne doit pas sous-estimer la réduction de l'indépendance, qui se traduit par une dépendance financière vis-à-vis d'investisseurs ou de fonds de capital, pouvant entraver l'autonomie des intervenants dans l'ESS. Pour en venir au troisième point, nous faisons face à une complexité en matière de gouvernance. La gestion d'organisations hybrides exige généralement un ensemble varié de compétences et une gouvernance spécifique, ce qui peut nuire à la prise de

décisions, à la transparence et à l'implication démocratique. D'un point de vue économique, nous sommes confrontés à des restrictions financières et économiques qui constituent un obstacle significatif. Les entités hybrides peuvent rencontrer des difficultés pour accéder à des fonds traditionnels ou bénéficier de conditions favorables, freinant ainsi leur développement. En outre, le défi d'atteindre un équilibre entre la rentabilité et l'objectif social peut entraver la croissance ou la pérennité de ces entités. De même, les acteurs classiques du capitalisme ou de l'économie sociale et solidaire peuvent être réticents à la collaboration ou à la modification de leurs pratiques, ce qui freine l'émergence de modèles réellement hybrides.

#### **4. DISCUSSION**

La combinaison de l'ESS et du capitalisme est un thème complexe. Il n'y a pas de réponse unique, mais plutôt une variété de possibilités et de tensions. Cet engagement consiste à examiner les motivations, les processus, les avantages et les dangers potentiels associés à la transformation des bénéfices issus de cette interaction.

##### **4.1.Motivations et mécanismes de l'hybridation**

Plusieurs éléments essentiels expliquent les motivations et processus de l'hybridation entre l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et le capitalisme, avec pour objectif d'équilibrer performance économique et responsabilité sociale et environnementale (**Lévesque, B. 2017 ; Battilana, J., & Lee, M., 2014 ; Jean-Louis Defourny. & Marie Nyssens, 2010** ). Face aux contraintes du modèle exclusivement capitaliste, telles que l'expansion infinie, les disparités ou la détérioration de l'environnement, l'hybridation vise à incorporer des objectifs sociaux et environnementaux dans les dynamiques de marché, avec l'intention d'encourager un développement plus pérenne (**Lyon, F., & Sepulveda, L. 2018 ; Eva Illouz, 2007**). Les crises économiques, sociales ou de santé ont souligné l'importance d'un modèle plus adaptable et résistant. L'incorporation des principes de l'ESS au sein du capitalisme contribue à réduire les dangers associés à une approche purement commerciale en promouvant la solidarité, la collaboration et l'engagement local (**Julie Battilana., & Ming-Lee, 2014 ; Develtere, P., Pollet, J., & Wemaere, M., 2008 ; Jean-Louis Laville,**). L'augmentation de la demande pour des produits et services responsables, éthiques, équitables ou durables incite les entreprises à adopter les principes de l'ESS afin d'améliorer leur crédibilité et leur attrait (**Lemoine, J., & Pruvost, C. 2016 ; Lemoine, J., & Pruvost, C. (2016).**

L'hybridation offre l'opportunité d'explorer des modèles novateurs d'entrepreneuriat, à l'image des entreprises sociales, coopératives ou hybrides, alliant profitabilité et utilité sociale. L'apparition d'entités commerciales ou d'organisations alliant objectifs économiques et sociaux, telles que les coopératives d'intérêt collectif, témoigne de cette convergence (**Lyon, F., &**

**Sepulveda, L. 2018**). Ces organisations adoptent des statuts particuliers qui incorporent des buts sociaux ou écologiques dans leur gestion. L'association des acteurs publics, privés et associatifs favorise la mise en commun de ressources, le partage de risques et l'exécution de projets ayant une grande portée sociale ou environnementale (**Lévesque, B., 2017 ; Julie Battilana., & Ming-Lee, 2014**). L'émergence de financements éthiques, comme l'investissement à impact, encourage les intervenants financiers à appuyer des projets hybrides combinant profitabilité et questions sociales ou environnementales. Cette hybridation est favorisée par l'instauration de nouvelles pratiques, produits ou services qui répondent à des besoins sociaux insatisfaits, tout en restant économiquement viables (**Lemoine, J., & Pruvost, C. 2016 ; Lévesque, B., 2017**). Par exemple, des initiatives comme l'économie circulaire ou les circuits courts contribuent à ce mouvement. L'officialisation de l'ESS, l'établissement de statuts dédiés ou d'incitations favoriserait la réalisation d'une hybridation institutionnalisée. L'hybridation vise à conjuguer efficacité économique et responsabilité sociale/environnementale. Elle repose sur des approches novatrices, collaboratives et structurées qui ouvrent la voie vers un modèle plus durable et résilient (**Develtere, P., Pollet, J., & Wemaere, M., 2008 ; Lévesque, B., 2017**).

#### **4.2.Bénéfices potentiels**

Les avantages potentiels de la fusion entre l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et le capitalisme sont nombreux et peuvent participer à une transformation durable de nos systèmes économiques. Effectivement, l'incorporation des concepts de l'ESS à l'intérieur du système capitaliste encourage la considération des problématiques sociales, environnementales et éthiques, contribuant ainsi à un développement plus respectueux de la planète et des individus (**Lyon, F., & Sepulveda, L. 2018**). Ceci vise à diriger les activités économiques vers des modèles plus durables, réduisant l'épuisement excessif des ressources et la détérioration de l'environnement (**Lévesque, B., 2017 ; Julie Battilana., & Ming-Lee, 2014 ; Lemoine, J., & Pruvost, C., 2016**). En favorisant la répartition équitable des profits, l'entraide et l'inclusion sociale, en développant des postes d'emploi sur le territoire local, en appuyant les communautés fragiles ou en facilitant l'accès à des services essentiels. Cela aide à diminuer les disparités sociales et à fortifier la solidarité sociale au niveau local et régional. Par conséquent, en associant efficacité économique et objectifs sociaux, l'hybridation encourage l'innovation dans la création de produits, de services et de méthodes de gestion (**Julie Battilana., & Ming-Lee, 2014**). Elle offre la possibilité d'explorer des modèles d'entrepreneuriat social, coopératifs ou à impact, susceptibles de répondre à des besoins jusque-là insatisfaits. En misant sur une variété de sources de financement, l'implication communautaire et une gouvernance démocratique, les



organisations hybrides montrent souvent une plus grande résilience en cas de crises économiques ou sociales. Leur aptitude à rassembler divers intervenants et ressources leur procure une plus grande stabilité (**Lemoine, J., & Pruvost, C. 2016**).

Les sociétés qui intègrent des principes sociaux et écologiques renforcent leur crédibilité auprès des consommateurs, partenaires et investisseurs attentifs à ces problématiques. Cela peut accroître leur compétitivité, stimuler la fidélité de leurs clients et augmenter leur attractivité sur le marché. L'hybridation encourage la génération d'emplois dans des domaines novateurs ou socialement engagés, tout en permettant l'émergence de nouveaux créneaux de marché (**Lévesque B., 2017**). Elle favorise aussi la réinstallation d'activités économiques, ce qui contribue au développement local (**Develtere, P., Pollet, J., & Wemaere, M., 2008**). Elle promeut une gouvernance participative, claire et éthique, soutenant une culture d'entreprise plus responsable, stimulante et axée sur un objectif social ou environnemental. Cette combinaison offre l'opportunité d'élaborer un modèle économique plus équilibré, robuste, éthique et inclusif. Elle favorise une harmonie entre l'expansion économique et l'équité sociale, tout en garantissant la protection de l'environnement, contribuant de ce fait à un développement durable et équitable sur le long terme (**Julie Battilana., & Ming-Lee, 2014**).

#### **4.3. Les risques potentiels de transformer les acquis**

Bien que l'association de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) avec le capitalisme puisse offrir de nombreux avantages, elle n'est pas sans comporter certains dangers potentiels. Effectivement, en adoptant des principes de capitalisme, il y a un risque que les valeurs essentielles de l'ESS (coopération, éthique, solidarité) soient mises en péril ou minimisées. La quête de bénéfice peut parfois prévaloir sur les considérations sociales ou environnementales, entraînant une « commercialisation » de l'ESS (**Lévesque, B. 2017**). Des sociétés ou des institutions peuvent recourir à l'hybridation pour des raisons d'image, en affichant des engagements sociaux ou écologiques sans véritablement modifier leurs habitudes. Cela peut tromper les clients, associés ou investisseurs et nuire à la crédibilité du mouvement. Les organisations hybrides, qui combinent des buts lucratifs et non lucratifs, peuvent rencontrer des problèmes de gouvernance, y compris des conflits d'intérêts ou des frictions entre les divers objectifs (**Julie Battilana., & Ming-Lee, 2014**). L'administration de ces entités peut s'avérer compliquée, particulièrement en ce qui concerne la balance entre profitabilité et objectif social. Ces dernières peuvent devenir dépendantes de financements externes (subventions) qui sont susceptibles de varier ou d'être sous pression, mettant ainsi en péril leur indépendance ou leur objectif. Des projets hybrides pourraient être marginalisés ou mal jugés par les acteurs conventionnels du capitalisme ou de l'ESS, entravant leur progression ou leur influence, en



raison notamment de la défiance ou de l'opposition au changement (**Develtere, P., Pollet, J., & Wemaere, M., 2008**). Il peut être complexe d'évaluer de manière fiable et transparente les résultats sociaux ou environnementaux des organisations hybrides. L'absence d'indicateurs normalisés ou de méthodes d'évaluation robustes peut réduire la crédibilité de leurs initiatives. Il y a une possibilité que l'hybridation ne soit qu'une stratégie de marketing ou un positionnement stratégique, sans véritable changement des méthodes ni effet significatif sur le plan social ou environnemental (**Josette Comdes, Bruno Lasnier, Jean-Louis Laville, 2022**).

#### **4.4. Le type de solidarité avec l'hybridation**

Dans le contexte de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), la solidarité ne peut généralement pas être qualifiée de « mécanique » ni d'« organique » au sens strict de ces termes issus de la sociologie, mais si l'on doit faire une distinction, la solidarité dans l'ESS tend à s'approcher davantage d'une solidarité organique (**Michel Aglietta, 2000**). En effet, la solidarité mécanique ce concept développé par Émile Durkheim, se réfère à une cohésion sociale basée sur la similarité, l'uniformité et la conformité des individus au sein d'une société ou d'un groupe (**Lemoine, J., & Pruvost, C., 2016**). Elle est typique des sociétés traditionnelles où la solidarité repose sur des liens de famille, de communauté ou de croyances partagées. Par contre avec la solidarité organique, aussi proposée par Durkheim, elle désigne une cohésion basée sur la différenciation, la complémentarité et la dépendance mutuelle, caractéristique des sociétés modernes (**Émile Durkheim, (1893, (2008) ; Pierre Rosanvallon, 2014**). La solidarité organique repose sur la division du travail et la reconnaissance de la diversité des rôles (**Pierre-Yves Le Meur, 2014**). Si nous les approchons de l'ESS, la solidarité y est souvent organique car elle repose sur la complémentarité des acteurs, la diversité des rôles, et la reconnaissance mutuelle de leurs besoins et contributions (**Josette Comdes, Bruno Lasnier, Jean-Louis Laville, 2022**). Les membres, qu'ils soient salariés, bénéficiaires ou partenaires, dépendent les uns des autres, ce qui crée un tissu social solidaire fondé sur la coopération, la mutualisation et la responsabilisation. Cependant, il peut aussi y avoir des éléments de solidarité mécanique, notamment dans certaines associations ou groupes très proches, où la cohésion repose sur des valeurs communes, une identité partagée et une culture collective forte (**Léon Bourgeois, 1896**). Dans l'ESS, la solidarité est majoritairement d'ordre organique, puisqu'elle repose sur la coopération, la différenciation des rôles et la dépendance mutuelle, caractéristiques des sociétés modernes où la diversité et la division du travail sont valorisées (**Philippe d'Iribarne, 1989**).

Si l'hybridation offre des opportunités, elle comporte aussi des risques liés à la dilution des valeurs, à la gouvernance, à la crédibilité et à la mesure de l'impact (**Jacques Dubet, 2008**). La

réussite de cette démarche nécessite une vigilance constante, une gouvernance équilibrée et un engagement sincère pour préserver l'intégrité des finalités sociales et environnementales (Lyon, F., & Sepulveda, L. (2018 ; **Pierre Rosanvallon, 2014**).

#### 4.5. Une table de concordance entre l'ESS et le Capitalisme

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et le capitalisme représentent deux paradigmes économiques différents, chacun possédant ses valeurs, buts et structures propres.

| APPARENCE                                   | ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS)                                               | CAPITALISME                                                                         |
|---------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| But principal                               | Satisfaction des exigences sociales et écologiques.                               | Optimisation du bénéfice.                                                           |
| Usage                                       | Commun (coopératives, associations, mutuelles).                                   | Personnelle ou actionnariale (sociétés privées, multinationales).                   |
| Gouvernance                                 | Démocratique et participative ("une personne, une voix").                         | Hierarchique, pouvoir en fonction de la part de capital détenue                     |
| Partage des biens                           | Réinvestis dans le projet, ou répartis équitablement.                             | Distribution aux actionnaires, réinvestissement pour expansion.                     |
| Visée                                       | Bien commun, développement durable.                                               | Croissance économique, compétitivité.                                               |
| Style de financement                        | Autonomie de gestion, aides financières, contributions, financement participatif. | Capitalisation (actions, investissements privés).                                   |
| Type de relation avec les parties prenantes | Relation d'entraide et de solidarité                                              | Relation contractuelle, compétitive.                                                |
| Types d'entreprises                         | Coopératives, associations, mutuelles, entreprises sociales.                      | PME, grandes entreprises, multinationales, start-ups.                               |
| Impact social                               | Accent mis sur l'impact environnemental et social.                                | Conséquence sociale secondaire liée aux avantages économiques.                      |
| Hybridation de la richesse                  | Richesse partagée, multi-capitaux (humain, social, environnemental).              | Richesse monétaire, accumulation de capital financier.                              |
| Morale                                      | Faites l'éloge de la justice sociale, de l'égalité et de la solidarité.           | Libre concurrence, individualisme et loi du marché.                                 |
| Rationalisation                             | Auto-régulation par les membres, appuyée par des régulations publiques.           | Essentiellement contrôlée par le marché et l'équilibre entre l'offre et la demande. |

L'ESS privilégie la solidarité, l'équité sociale et l'engagement des acteurs concernés, alors que le capitalisme se concentre sur la rentabilité et la performance. Dans l'économie sociale et solidaire (ESS), il est courant de réinjecter les bénéfices dans l'entreprise ou de les répartir équitablement, tandis que dans le système capitaliste, la priorité est donnée à leur distribution aux actionnaires (**Jean-Louis Laville, 2010**). Dans l'économie sociale et solidaire (ESS), la

gouvernance est généralement plus démocratique, s'appuyant souvent sur le principe « *une personne, une voix* ». En revanche, dans un contexte capitaliste, le pouvoir décisionnel est associé à la possession de capital. Ces deux modèles peuvent cohabiter au sein d'une même économie, même si leurs priorités et méthodes d'organisation diffèrent profondément. Les deux approches peuvent occasionnellement se rejoindre en matière d'innovation, notamment à travers des entreprises telles que l'entrepreneuriat social, qui fusionne les principes commerciaux et les visées sociales. Quelques compagnies capitalistes intègrent les valeurs de l'ESS via la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), dans le but d'équilibrer rentabilité et influence bénéfique sur la société.

## CONCLUSION

Aujourd'hui, la relation entre l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et le système capitaliste représente un défi crucial pour l'élaboration d'un modèle économique plus équilibré, durable et résilient face aux enjeux actuels. L'interaction de ces deux paradigmes présente des perspectives significatives : l'ESS introduit un aspect éthique, solidaire et orienté sur le bien commun, alors que le capitalisme, grâce à ses potentiels d'investissement et d'innovation, favorise l'expansion, la propagation des idées et le rassemblement de ressources à une large échelle. Toutefois, cette hybridation n'est pas sans tensions ni restrictions. Dans le capitalisme, la quête de profit peut parfois se heurter aux valeurs essentielles de l'ESS, comme la solidarité, l'engagement démocratique et le respect de l'environnement. En outre, la complexité d'instaurer une gouvernance équilibrée, de sécuriser l'indépendance financière et d'éviter la commercialisation excessive des principes sociaux rend difficile la mise en place de modèles véritablement hybrides. Le cadre réglementaire et l'environnement institutionnel ont aussi une importance capitale : le manque de structures appropriées peut entraver ou déformer cette progression vers une plus grande durabilité. Face à des défis globaux tels que le changement climatique, les disparités sociales et la précarité, l'urgence de réévaluer nos structures économiques devient de plus en plus évidente, malgré les difficultés rencontrées.

Le chemin vers une économie plus robuste implique une incorporation soigneuse et éthique des principes de l'ESS dans le système capitaliste, en soutenant des comportements responsables, une gouvernance participative et un engagement authentique pour le bien commun. Cela nécessite également une transformation des politiques publiques, des institutions et des attitudes afin de promouvoir et d'appuyer ces types d'hybridation. En définitive, « cheminer » vers la durabilité et la résilience demande un engagement collectif, une sensibilisation plus profonde aux défis actuels et une faculté d'adaptation permanente, dans le but de convertir les obstacles en chances et d'établir un modèle économique davantage équitable, solidaire et respectueux de notre planète. Si elle est conduite de manière cohérente, transparente et avec un véritable engagement, cette convergence pourrait se transformer en un outil puissant pour construire un futur où l'épanouissement économique et l'équité sociale coexistent durablement.

L'interaction entre l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et le système capitaliste offre une perspective encourageante pour construire un modèle économique qui soit durable, inclusif et résilient. La combinaison de ces deux méthodes permet de marier la quête du profit avec les valeurs sociales, environnementales et éthiques, encourageant ainsi l'apparition d'innovations responsables et de pratiques plus équitables. Toutefois, cette transition comporte des défis : conflits de valeurs, contraintes réglementaires, problèmes de superficialité et restrictions

financières. Pour avancer efficacement vers un futur durable, il est primordial de mettre en place un cadre réglementaire propice, d'encourager une gouvernance éthique et de favoriser une réelle collaboration entre les acteurs de ces deux domaines. En définitive, l'union stratégique entre l'ESS et le capitalisme pourrait se révéler être un outil efficace pour accroître la résilience des sociétés face aux défis mondiaux, à condition que cette fusion soit effectuée avec rigueur, clarté et dévouement authentique en faveur du développement durable.

## **Bibliographie**

- Émile Durkheim, (1893 (réimpression 2008)), De la division du travail social, Presses Universitaires de France, 276 pages
- Eva Illouz (2007), Les sentiments du capitalisme, Seuil, 318 pages
- Jacques Dubet (2008), « Les Sociologies de l'engagement », La Découverte, 232 pages.
- Jean-Louis Defourny., & Marie Nyssens. (2010). « *Les conceptions de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social en Europe et aux États-Unis : convergences et divergences* », n°319, *Revue internationale de l'économie sociale*, pp 33-54.
- Jean-Louis Laville (2010), l'économie sociale et solidaire : pratiques, théorie, débats, Paris, Édition Seuil, 455 pages
- Josette Comdes, Bruno Lasnier, Jean-Louis Laville (2022), l'économie solidaire en mouvement, Toulouse, édition : érès, 233 pages
- Julie Battilana., & Ming-Lee . (2014). « *Les organisations hybrides : entre logique sociale et logique économique* ». In : Le management des organisations hybrides, n°35, Presses des Mines, pp 1-25.
- Lemoine, J., & Pruvost, C. (2016). *L'économie sociale et solidaire : enjeux, pratiques et perspectives*. Paris : La Découverte. 200pages
- (2016). *L'économie sociale et solidaire : enjeux, pratiques et perspectives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 296 pages
- Léon Bourgeois ( 1896) « La solidarité », Presses Universitaires de France, 150 pages
- Lévesque, B. (2017). « *L'économie sociale et solidaire face au défi de l'hybridation* », n°45, Québec : Les Cahiers de la Recherche sur l'Économie Sociale et Solidaire, pp 67-82
- Lyon, F., & Sepulveda, L. (2018), « *Les organisations hybrides et la gouvernance de l'économie sociale. Revue française de gestion* », n°281, Étude sur la gouvernance des organisations hybrides, pp107-125.
- Michel Aglietta, (2000), La mondialisation de l'économie, Paris : Odile Jacob, 350 pages
- Philippe d'Iribarne (1989), La logique de l'honneur : enquête sur la culture d'entreprise en France et en Angleterre, Paris, Plon, 300 pages
- Pierre Rosanvallon, (2014), La nouvelle question sociale : solidarité et responsabilité, Seuil, 256 pages.
- Pierre-Yves Le Meur, (2014), L'économie sociale et solidaire : enjeux et perspectives, Paris : L'Harmattan, 300pages